

2023

Rapport d'activité



1

L'année 2023 en bref

L'année 2023 a été marquée par la simplification du processus d'ouverture du DEP. En effet, l'envoi par courrier postal des codes temporaires pour la première connexion a été remplacé par un envoi par mail et SMS. Quatre des cinq cantons membres CARA proposent désormais l'obtention du moyen d'identification électronique (MIE) grâce à une identification par vidéoconférence. Ces deux améliorations majeures permettent donc une démarche d'ouverture de DEP plus rapide et entièrement en ligne.

Deux importants événements ont eu lieu en 2023. En mars, DEP@Biopôle a rassemblé quelque 180 personnes venues écouter une quinzaine d'intervenants débattant autour du thème « DEP : vers un service utilisable, utilisé et utile ». En novembre, les PMP Days ont réuni tous les acteurs du PMP avec l'objectif de les fédérer, de trouver une vision commune et de réussir sa mise en œuvre.

Au 31 décembre, 19'484 personnes avaient ouvert un dossier sur la plateforme CARA et 2'085* organisations de santé s'étaient affiliées à la communauté de référence CARA.

Dates clés

15 janvier	Introduction de l'option pour la patiente ou le patient de demander ses anciens documents médicaux à l'ouverture de son DEP
23 mars	Événement DEP@Biopôle à l'Institut et Haute Ecole de la Santé La Source
29 septembre	Livraison du MVP (produit minimum viable) de la future plateforme CARA et du plan de soins partagé
27 octobre	Raccordement au DEP du premier logiciel primaire ambulatoire (Pulse Medica)
2 et 3 novembre	PMP Days à Montreux

*En incluant les professionnelles et professionnels de santé actuellement inactifs, mais qui prévoient d'ouvrir leur cabinet de médecin dans le futur, CARA compte 3'131 affiliations.

Association CARA
Route de la Corniche 3a, 1066 Épalinges
Éditeur responsable: Patrice Hof
Épalinges — 7 mars 2023

2

Développement de CARA

Projets et innovation

En 2023, un nouveau pôle Projets et innovation a été créé au sein du secrétariat général de CARA. Ce nouveau secteur est notamment en charge du développement de la plateforme santé, du plan de soins partagé (PSP) et du plan de médication partagé (PMP). Le choix du partenaire OWT - Swisscom Digital Technology en janvier a marqué le début du développement du PSP et de la future plateforme santé appelée à l'avenir à rassembler au même endroit l'ensemble des services en ligne proposés par CARA..

L'équipe CARA

Le secrétariat général a accueilli une responsable projets et innovation. Une chargée de mission a également intégré l'équipe du secteur opérationnel.

Contrôles de conformité

Outre l'audit complet de certification auquel elle est soumise tous les trois ans, CARA est contrôlée par le biais d'audits annuels. Un audit de surveillance a été réalisé par KPMG auprès de CARA et une sélection d'institutions affiliées, ayant pour but de surveiller les critères de certification. Un audit interne a eu lieu au sein de CARA ainsi qu'un panel d'institutions affiliées, concernant notamment la protection et la sécurité des données.

Sécurité

La sécurité de l'information est au coeur des préoccupations de CARA, c'est la raison pour laquelle, en plus des contrôles et des exigences dictés par la loi, CARA effectue ses propres tests de sécurité. En 2023, de nombreux pentests ont été réalisés sur les outils CARA. Un système de gestion des informations et des événements de sécurité (SIEM) est en place depuis 2021 et est mis à jour régulièrement pour faire face aux nouvelles menaces. CARA poursuit sa sensibilisation des professionnelles et professionnels de santé en éditant des règles sur la configuration des postes, la robustesse des mots de passe ou l'utilisation de périphériques externes.

3 Communication



Les actions de communication de CARA se sont adressées tant au grand public qu'aux professionnelles et aux professionnels de santé. Pour atteindre les citoyennes et les citoyens, les canaux choisis ont notamment été la radio, les réseaux sociaux et les écrans dans les transports publics. CARA a pu accéder aux jeunes parents grâce à la distribution de 8000 bavoirs et flyers via la MamaBox.

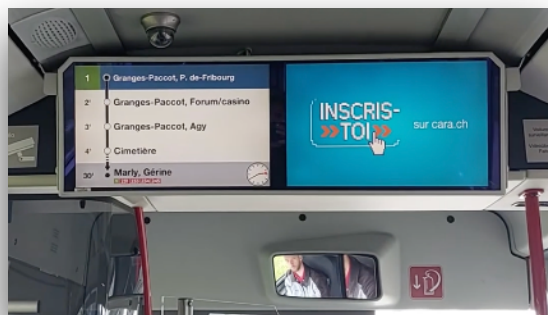
Côté professionnels, CARA a participé pour la première fois à différents salons et congrès dont Quadrimed, le congrès suisse de médecine d'urgence et le congrès de l'association des assistantes médicales romandes.



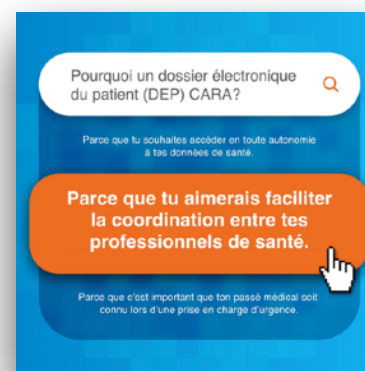
Du 26 au 28 janvier 2023, 1250 médecins ont participé au congrès Quadrimed, à Crans-Montana.



Les 6 et 7 juin 2023, CARA présentait le DEP aux participantes et participants au congrès de médecine d'urgence à Fribourg.



La vidéo CARA a été diffusée plus de 3 millions de fois en 27 jours dans les transports publics et les offices postaux des cinq cantons.



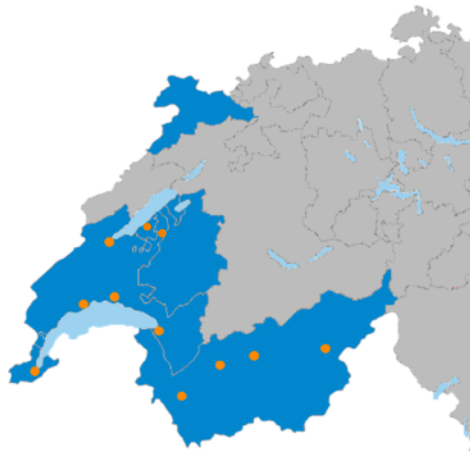
Les campagnes numériques sur META et LinkedIn ont généré plus de 2'200'000 impressions des différents visuels CARA.

4

Renforcer l'utilité du DEP

Lieux d'ouverture

CARA, en collaboration avec ses partenaires, a étoffé son dispositif d'accompagnement de la population désirant ouvrir un DEP. De nouveaux guichets DEP ont été mis en place par les Réseaux Santé vaudois, au sein de leurs antennes régionales ainsi que dans les lieux de soins suivants: l'Hôpital intercantonal de la Broye (HIB), le Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV), l'Hôpital de Nyon (GHOL) et le Centre hospitalier de Renaz (HRC).



Information et promotion

Des séances d'information ont été données en collaboration avec ProSenectute dans les cantons de Vaud et du Valais. Des stands d'information ponctuels ont été organisés dans les cantons de Fribourg, du Jura et du Valais au sein des hôpitaux cantonaux. Dans le canton de Genève, l'équipe mobile s'est déplacée dans différentes cliniques et lieux publics ou lors d'événements comme la journée des proches aidants ou des soins palliatifs pour informer et ouvrir des DEP à la population.

Rémunération pour l'aide à l'ouverture de DEP

Au printemps 2023, CARA a lancé son programme de rémunération des professionnelles et des professionnels de santé indépendants qui contribuent à l'ouverture de DEP. Tout prestataire de santé affilié éligible au programme peut être rémunéré à hauteur de 20 CHF par personne accompagnée dans l'ouverture de son dossier.

Simplification des démarches d'ouverture

Dans sa démarche de simplification et d'amélioration continue, CARA a mis en place une procédure d'envoi des codes temporaires nécessaires à l'ouverture du DEP par e-mail et sms en lieu et place de l'envoi par courrier postal. Les patientes et patients les reçoivent désormais en un à deux jours maximum au lieu de trois à cinq jours auparavant. Ces changements ont optimisé le délai de première connexion au DEP: désormais, 50% des patients accèdent à leur DEP

dans les 24 heures et 80% après une semaine. Sur la totalité des DEP ouverts chez CARA, 72% sont associés à un MIE. Au vu des améliorations mentionnées, il est vraisemblable que ce chiffre soit en constante augmentation. Il faut également préciser que ce pourcentage n'inclut pas les DEP des personnes représentées.

Possibilité de demander le dépôt d'anciens documents médicaux dans le DEP

Poursuivant ses efforts tendant à rendre utile le DEP dès son ouverture, CARA a mis en place dès le printemps 2023 la possibilité pour les patientes et patients de demander aisément, via le site web de CARA, leurs anciens documents médicaux auprès de grandes institutions (hôpitaux, cliniques, soins à domicile). L'idée est de donner vie au DEP dès son ouverture avec des documents importants relatant les antécédents médicaux.

Intégration des systèmes primaires au DEP

CARA considère l'intégration des systèmes primaires des professionnelles et professionnels de santé comme une priorité pour favoriser l'utilisation du DEP. Le groupe Medisupport a affilié une dizaine de laboratoires sur territoire CARA et réalisé au printemps 2023 le raccordement technique permettant de publier systématiquement les rapports de laboratoire dans le DEP. Fin 2023, le logiciel primaire ambulatoire Pulse Medica a été raccordé au DEP. Les cabinets et professionnels de santé utilisant ce logiciel peuvent ainsi participer au DEP directement depuis leur système primaire bénéficiant ainsi de toutes les fonctionnalités du DEP avec une ergonomie adaptée et un gain de temps significatif.



Contact des professionnelles et professionnels de santé non affiliés

A l'ouverture du DEP, il est possible de donner directement accès à ses professionnels de santé. En 2023, CARA a créé une liste des professionnels auxquels les patients ont souhaité donner accès, mais qui ne sont pas affiliés à CARA. Après sollicitation de plusieurs patients, CARA contacte désormais ces professionnels pour les informer que leurs patients souhaitent qu'ils adhèrent au DEP.

5 Au-delà du DEP

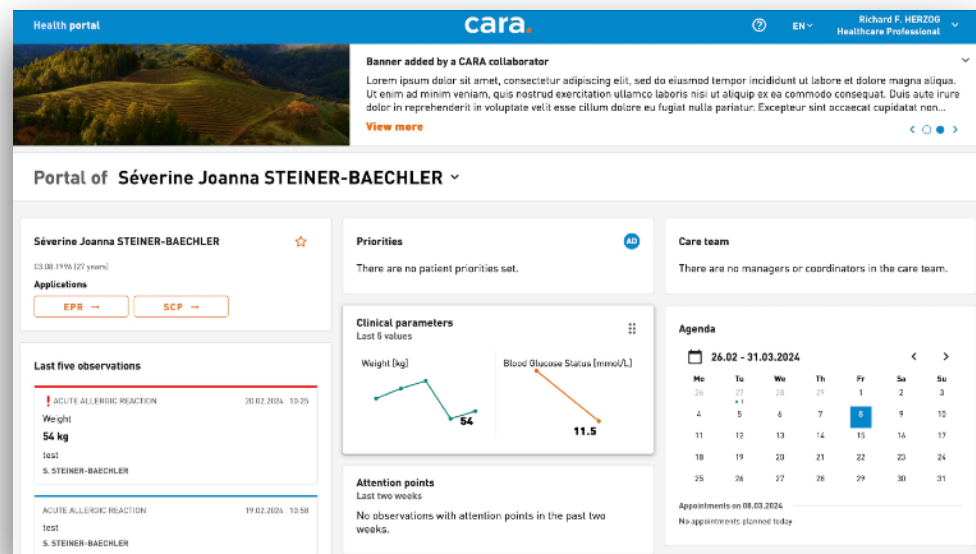
Transfert de documents

Ce service utilisé par 201 professionnelles et professionnels de la santé a permis l'échange hautement sécurisé de 115 232 documents en 2023. L'année a également été marquée par les travaux de configuration d'un nouveau service de transfert qui doit être finalisé en 2024.

Plan de soins partagé

Le projet de développement de la nouvelle plateforme de santé CARA ainsi que du plan de soins partagé (PSP) a démarré en février 2023 avec Swisscom Digital Technology SA, qui opère sous la marque OWT.

Grâce à une collaboration active, un prototype fonctionnel de ces outils a été livré et testé fin septembre. Les fonctionnalités et l'ergonomie présentées aux premières professionnelles et professionnels de santé, aux patientes et patients ainsi qu'aux proches aidants permettront de soutenir la collaboration interprofessionnelle en offrant un espace de partage d'informations dynamique. CARA poursuit les efforts nécessaires pour mettre en œuvre des projets pilotes dès 2024 et accompagner l'intégration future des systèmes primaires.



Plan de médication partagé

Les premiers travaux entrepris jusqu'ici se sont poursuivis avec les partenaires initiaux (CARA, HCI Solutions, CHUV, HUG, Etat de Genève).

Dans le but de concrétiser cet outil et de poursuivre les travaux en cours, un événement organisé conjointement par CARA et Abilis dédié au PMP, les PMP Days, a eu lieu les 2 et 3 novembre. Plus de 130 personnes étaient réunies :

des professionnels des institutions de santé, des médecins de ville, des pharmaciennes et des pharmaciens, des patientes et des patients, des éditeurs de logiciels de cabinets médicaux ou de pharmacies, des organes représentatifs de la santé publique, toutes et tous témoignant de leur intérêt pour ce sujet. Ces deux journées ont permis de fédérer les participantes et les participants et ont abouti à une compréhension commune du PMP. Elles ont également permis de partager les avancées du projet et de définir les prochaines étapes dans le but de lancer la phase d'industrialisation.

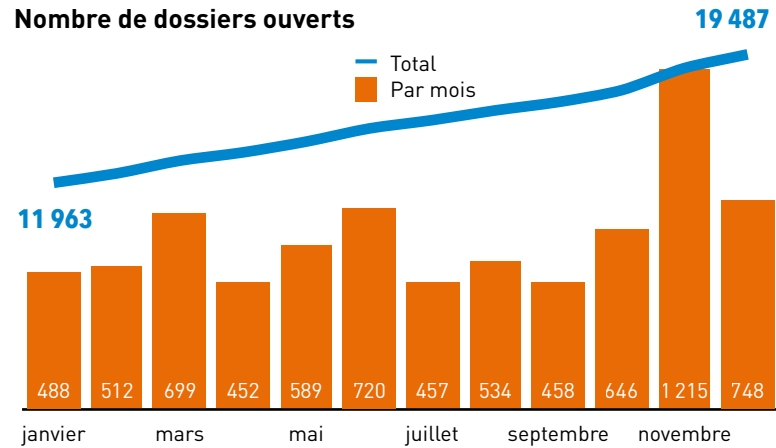


Convention intercantonale

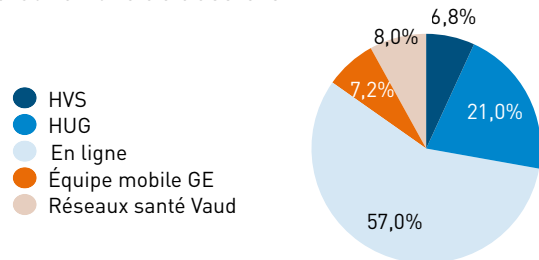
Courant 2023, la convention intercantonale en matière de santé numérique devant lier les cantons membres de CARA a passé toutes les grandes étapes du processus parlementaire. Chaque parlement cantonal a ratifié cette convention qui ancre les bases légales nécessaires à la collaboration dans le domaine de la santé numérique ainsi qu'aux modules complémentaires du DEP. La convention est entrée en vigueur le 1er février 2024.

CARA et le DEP en chiffres

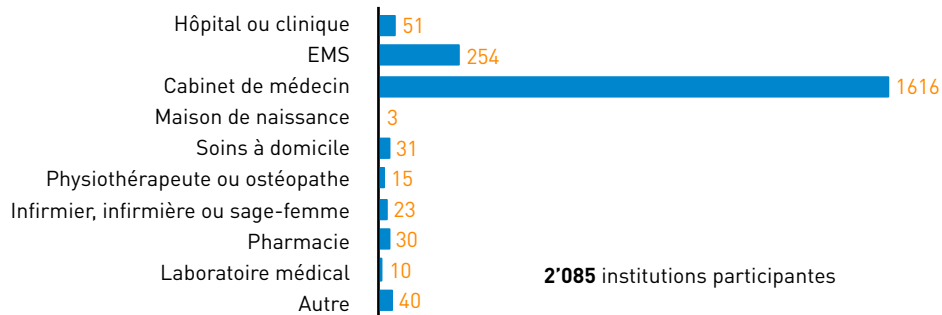
Nombre de dossiers ouverts



Lieux d'ouverture de dossiers



Institutions participantes



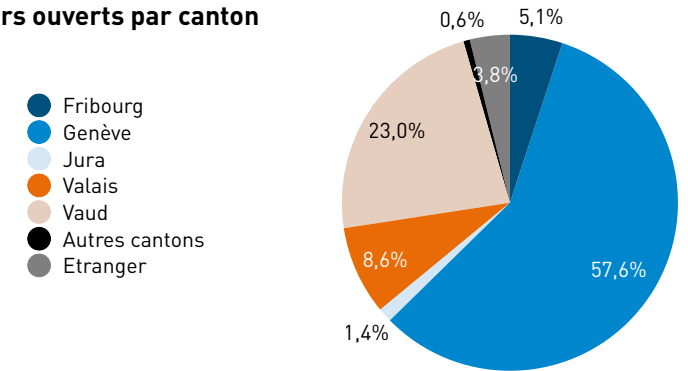
10%
Dossiers gérés par une ou un représentant

2'551'930
Documents déposés dans les dossiers

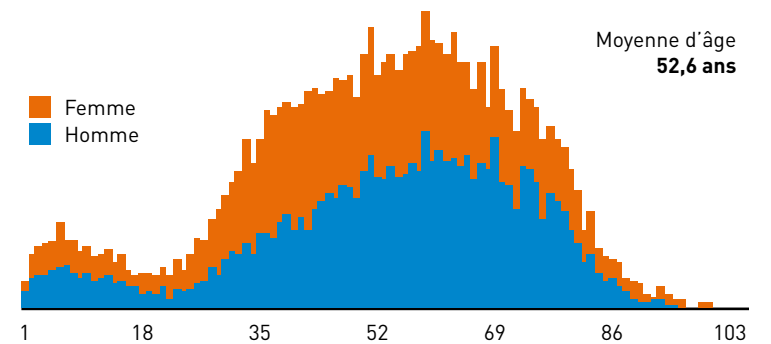
3'191
Professionnelles et professionnels de santé inscrits

115'232
Documents échangés par le service Transferts

Dossiers ouverts par canton



Âge des détentrices et détenteurs d'un dossier



Données financières

	2023	2022	2021
Personnel du secrétariat général (en EPT)	11,93	10,33	6,24
Collaboratrices et collaborateurs au 31 décembre	14	12	10
Charges (en CHF)	10'477'266	9'404'382	8'697'527
Produits de tiers (en CHF)	1'619'207	1'828'618	1'595'958
Contributions cantonales (en CHF)	8'858'059	7'575'764	7'101'569

7

Organisation

Assemblée générale

Jacques Gerber, ministre, Jura, président de l'association

Philippe Demierre, conseiller d'État, Fribourg

Mauro Poggia, conseiller d'État, Genève jusqu'au 31 mai

Pierre Maudet, conseiller d'État, Genève depuis le 1er juin

Mathias Reynard, conseiller d'État, Valais

Rebecca Ruiz, conseillère d'État, Vaud

Comité de direction

Adrien Bron, directeur général de la santé, Genève, responsable du comité de direction

Claudine Mathieu Thiébaud, cheffe du Service de la santé publique, Fribourg

Mélanie Brülhart, cheffe du Service de la santé publique, Jura

Danièle Tissonnier, cheffe du Service de la santé publique, Valais

Virginie Spicher, directrice générale de la santé, Vaud jusqu'au 31 août

Gianni Saitta, directeur général de la santé, Vaud depuis le 1er septembre

Secrétariat général

Patrice Hof, secrétaire général

Organe de contrôle

Mazars

Commission juridique

Daniel Rohrer, président

Sophie Chassot, Fribourg

Anne Étienne, Genève

Joé Gueniat, Jura

Cédric Mizel, Valais

Frédéric Stucky, Vaud

Commission de coordination des cantons

Patrice Hof, président

Moïse Gerson, Fribourg depuis le 1er février

Alexis Zawodnik, Genève

Juliane Fringeli, Jura depuis le 1er mars

Cédric Michelet, Valais

Michaël Guggi, Vaud jusqu'au 28 février

Catherine Jourdes, Vaud depuis le 1er mars

Commission technique

Jean-Christophe Bessaud, président

Gilles Gremaud, Fribourg

Beat Haldemann, Vaud

Cédric Michelet, Valais

Olivier Plaut, Genève

Commission éthique et sécurité

Christine Bienvenu, ePatiente, spécialiste en médias sociaux, santé digitale et communautés des patients, Vaud

Christian Flückiger, préposé à la protection des données et à la transparence, Jura

Olivier Glassey, sociologue des nouvelles technologies, UNIL, Vaud

François Héritier, médecin de famille, Jura

Jean-Pierre Hubaux, directeur académique du Center for Digital Trust, EPFL, Vaud

Patricia Hudelson, anthropologue médicale, UNIGE, Genève

Samia Hürst, bioéthicienne, UNIGE, Genève

Anne Jacquier-Delaloye, ancienne directrice de la Haute école de santé, HES-SO Valais-Wallis, Valais

Henning Müller, responsable de l'unité eHealth, HES-SO Valais-Wallis, Valais

Alice Reichmuth Pfammatter, ancienne préposée cantonale à la protection des données, Fribourg

Bernard Schumacher, éthicien, UNIFR, Fribourg

Commission des utilisateurs

Andrea Amato, patient

Francesca Casalino, patiente

Danièle Courtin, patiente

Leonardo Cristella, patient

Claudia Sofia Ferrera Paulo, patiente et représentante

Kilian Leuthold, patient

Jean-Pol Matheys, patient et représentant

Véronique Meyer, patiente et représentante

Claude Nordmann, patient

Jean-Pierre Vincent, patient

Sonia Benevento, infirmière

Kim Bongard, auxiliaire

Scheherazade Fischberg, médecin

Alberto Guardia, auxiliaire

Laurence Kelk Morales, médecin

Corrèze Lecygne, auxiliaire

Nicolas Nemitz, médecin

Jean Perdrix, médecin

Laurent Schenkel, médecin